

Inverser le processus de perte de la biodiversité - les arguments en faveur d'une action urgente

Cette déclaration a été élaborée par les Académies des sciences du groupe des sept (G7) nations. Elle représente le point de vue des Académies sur l'ampleur du déclin de la biodiversité et l'action urgente requise pour arrêter et inverser cette tendance. Les Académies appellent les nations du G7 à travailler en collaboration afin d'intégrer les multiples valeurs de la biodiversité dans la prise de décision, et à chercher de manière coordonnée des solutions intersectorielles sur les enjeux de la biodiversité, du climat et de leurs conséquences.

Dans sa forme la plus simple, la biodiversité décrit la vie sur Terre - les différents gènes, espèces et écosystèmes qui composent la biosphère et les divers habitats, paysages et régions dans lesquels ils existent.

Questions relatives à la biodiversité.

- Les êtres humains ont émergé au sein de la biosphère et sont à la fois inséparables d'elle et entièrement dépendants d'elle. La biodiversité a une valeur intrinsèque propre, distincte de celle qu'elle procure à la vie humaine. Pour toutes les espèces, elle fournit de la nourriture, de l'eau, un abri et le fonctionnement de l'ensemble du système Terre. Pour les humains, elle fait également partie intégrante du bien-être spirituel, culturel, psychologique et artistique¹.
- Presque toutes les questions pressantes pour l'humanité sont inextricablement liées à la biodiversité. La croissance de la population mondiale, de la production, de la consommation et du commerce exerce une pression accrue sur la biodiversité et les écosystèmes qui nous font vivre. Le changement climatique bouleverse les espèces et leurs habitats. Et l'apparition et la propagation de nouveaux agents pathogènes (tels que le coronavirus à l'origine de la Covid 19) peuvent être liées à la perte de paysages vierges, au commerce des espèces sauvages et à l'augmentation de la production animale.

La biodiversité, les menaces qui pèsent sur elle et les valeurs que les différentes cultures lui accordent sont spécifiques aux niveaux local et régional.

Cependant, il existe une tendance mondiale claire : la biodiversité est gravement menacée.

- Aujourd'hui, la Terre perd sa biodiversité à un rythme jamais vu depuis la fin de la période du Crétacé, il y a 66 millions d'années, et les meilleures données disponibles suggèrent que nous sommes au bord d'une extinction massive.

L'homme en est la cause, car nos exigences envers la nature dépassent largement sa capacité à nous fournir les biens et services dont nous dépendons².

- Malgré des preuves claires et croissantes, et malgré des objectifs mondiaux ambitieux, nos réponses au déclin de la biodiversité aux niveaux mondial et national ont été terriblement insuffisantes. Les Perspectives mondiales de la biodiversité 2020³ ont indiqué qu'aucun des 20 objectifs d'Aichi, qui constituent le « Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020 », n'a été pleinement atteint. Depuis la ratification de la convention des Nations unies sur la diversité biologique (CDB) en 1992, plus d'un quart des forêts tropicales qui existaient alors ont été abattues.

Mais il y a de l'espoir pour une meilleure voie :

- Pour stopper et inverser la perte de biodiversité d'ici 2030, il ne faut rien de moins qu'un changement transformationnel dans les domaines technologique, politique, culturel, économique et social - aux niveaux local, régional et mondial⁴.
- Tout comme les processus naturels ne suivent pas les frontières nationales, la perte de biodiversité est un problème mondial qui nécessite une action coordonnée entre les pays. La biodiversité doit occuper une place beaucoup plus importante et urgente dans les choix politiques, et l'occasion offerte par l'adoption d'un nouveau cadre mondial des Nations unies pour la biodiversité lors de la conférence COP15 sur la biodiversité ne doit pas être gâchée. La publication du rapport Dasgupta⁵ sur l'économie de la biodiversité et la conférence sur le climat COP26 sont autant d'occasions de réfléchir à la valeur de la biodiversité et à son rôle central dans le bien-être humain.
- Les nations du G7 ont une grande capacité et une grande responsabilité pour soutenir la transformation qui est nécessaire. Elles subissent directement des niveaux importants de perte de biodiversité et jouent un rôle majeur dans la consommation de biens qui dépendent de la biodiversité mondiale et exercent une pression sur celle-ci.

Avec seulement 10% environ de la population mondiale, ces nations consomment environ 40% de la productivité biologique durable totale de la Terre. Pourtant, elles possèdent également les ressources nécessaires pour faire la différence, qu'il s'agisse de réseaux de recherche, d'influence politique ou de pouvoir d'achat.

La compréhension des multiples valeurs de la nature, qui reflètent l'éventail des systèmes de valeurs dans le monde, sera essentielle pour faire face à la crise de la biodiversité⁶.

- De nouvelles méthodes d'évaluation et de comptabilisation de la biodiversité sont nécessaires pour que les économies ne dissocient plus la croissance économique de la durabilité à long terme de la biosphère. Il peut s'agir de la comptabilisation du capital naturel, des investissements verts, de l'évaluation des services écosystémiques, des informations financières liées à la nature et d'autres formes de comptabilité nationale et d'entreprise qui modifient les comportements des entreprises et des investisseurs.
- Cependant, les méthodes d'attribution de valeurs monétaires à la biosphère ne constituent qu'une partie de la solution. Elles reflètent généralement la valeur « instrumentale » de la nature pour les humains et n'ont qu'une capacité limitée à décrire le large éventail de valeurs « intrinsèques » et « relationnelles » de la nature, qui sont plus difficiles (voire impossibles) à monétiser mais tout aussi importantes⁷.
- Au-delà de la simple reconnaissance des valeurs multiples, ces valeurs doivent être comprises et intégrées dans toutes les formes de prise de décision relatives au bien-être humain. Cela inclut l'intégration dans les politiques économiques nationales afin qu'elles prennent en compte un plus large éventail de mesures du bien-être humain au-delà du produit intérieur brut (PIB).

Le changement transformationnel nécessitera également des solutions intersectorielles fondées sur une **réflexion intégrée du système Terre**.

- La biodiversité et sa destruction sont inextricablement liées aux multiples interactions du système terrestre qui couplent les activités humaines, économiques et sociales à la biosphère, l'atmosphère, l'hydrosphère et la lithosphère. Cette complexité rend difficile la lutte contre la perte de biodiversité, mais elle offre également de nombreuses possibilités d'action stratégique.
- Une action urgente en faveur de la biodiversité doit être menée dans les secteurs qui provoquent la perte de biodiversité, que ce soit directement ou indirectement. Ceci est particulièrement vrai pour le système alimentaire et agricole mondial, qui représente la plus grande menace pour la biodiversité de la Terre⁸. Le développement durable de l'agriculture - qui comprendra le maintien ou l'augmentation des rendements agricoles durables tout en protégeant et en restaurant les habitats naturels - sera essentiel pour enrayer et inverser la perte de biodiversité.

- La crise de la biodiversité recoupe la crise du climat. Le changement climatique, s'il n'est pas maîtrisé, risque de dépasser le changement d'affectation des terres comme première cause de perte de biodiversité. Il est possible de contribuer à la résolution de ces deux crises en utilisant de manière appropriée au niveau local des solutions fondées sur la nature pour atténuer le changement climatique et renforcer la résilience à celui-ci, tout en améliorant la biodiversité et le bien-être humain. Ces liens peuvent être reconnus et exploités par les pays grâce à des plans climatiques nationaux (y compris des plans d'adaptation) et des stratégies et plans d'action nationaux en faveur de la biodiversité bien coordonnés.
- Pour inverser la perte de biodiversité, il faut également repenser la consommation, notamment la manière dont les impacts de la production et de la consommation sont répartis géographiquement. Pour y parvenir, il faudra tenir compte de manière explicite et transparente des impacts de la production sur la biodiversité tout au long de la chaîne d'approvisionnement⁹. Des changements généralisés dans le mode de vie, notamment une évolution vers des régimes alimentaires à base de plantes, seront également essentiels.

CEA Á á^Á •æ[áÁ •á |•Á ç} œã^•Á áç!-ç!
 ^óáç ç^!•^!Á|æ^! ç^Á á^Á áá áá^!•á.Á •[] á
 ^-ææ^•á^•Á ffgYU I` XY gi fj Yj`UbWV
]bHfbUjcbU I Á[á^) á-d^Á^} † |& .É

- Bien que certaines nations et régions aient mis en place des systèmes de surveillance de la biodiversité, ceux-ci ne sont pas connectés et intégrés au niveau mondial. De nombreuses nations, en particulier dans les régions tropicales riches en biodiversité, ne disposent pas des ressources nécessaires pour établir et maintenir des systèmes de surveillance de la biodiversité. En outre, si des réseaux de recherche mondiaux tels que le réseau d'observation de la biodiversité du Groupe d'observation de la Terre sont en place pour soutenir le développement de réseaux nationaux et régionaux d'observation de la biodiversité, ils ne reçoivent pas de financement direct du G7.
- Il existe une opportunité évidente de coopération internationale pour soutenir un réseau mondial cohérent de surveillance pour l'observation de la biodiversité, la gestion des données, les prévisions et les rapports. Il s'agira d'un élément important des discussions de la conférence COP15 sur la biodiversité, car il permettra aux parties d'évaluer les progrès réalisés par rapport aux objectifs du nouveau cadre mondial pour la biodiversité. Il servira également aux évaluations régionales et mondiales et soutiendra la planification de la conservation et les évaluations de l'impact environnemental.
- Malgré l'importance de la surveillance, les lacunes actuelles en matière de données ne sont pas des raisons valables pour retarder les mesures urgentes qui devraient être prises maintenant pour enrayer le déclin de la biodiversité. De même, la compréhension du succès des diverses interventions dépendra non seulement de la surveillance de la biodiversité elle-même, mais aussi de celle des facteurs de perte de biodiversité.

Recommandations

Reconnaissant l'urgence et l'importance de s'attaquer à la perte de biodiversité d'une manière concertée et multilatérale, les nations du G7 devraient travailler ensemble pour relever l'ambition de stopper et de commencer à inverser la perte de biodiversité d'ici 2030.

RECOMMANDATION 1

En étroite collaboration avec un large éventail de parties prenantes, dont le secteur privé, la société civile et la communauté scientifique, les pays du G7 doivent élaborer de nouvelles approches pour évaluer et comptabiliser la biodiversité :

- de manière à reconnaître les multiples valeurs de la nature et les multiples dimensions du bien-être humain ;
- de manière à pouvoir être intégrée dans toutes les formes de prise de décision, y compris la politique économique nationale ;
- de manière à réduire les inégalités économiques, sociales et sanitaires liées aux conséquences de la perte de biodiversité ;
- pour que la biodiversité soit prise en compte dans les procédures comptables des pays et des entreprises, et
- pour que les économies ne dissocient plus la croissance économique à court terme de la durabilité à long terme de la biosphère.

RECOMMANDATION 2

Les pays du G7 doivent appliquer une réflexion intégrée sur le système Terre pour trouver des solutions intersectorielles permettant de s'attaquer de manière coordonnée à la biodiversité, au climat et à d'autres crises connexes, par exemple :

- En établissant des voies qui combinent des rendements agricoles durables, une meilleure nutrition pour une population humaine croissante, et la protection de la biodiversité et du climat ;
- En incitant à la protection et à la restauration des habitats naturels et à la fourniture de services écosystémiques, notamment en fixant des objectifs quantifiables ambitieux pour la couverture de zones terrestres protégées et de zones marines désignées, et en encourageant la restauration de la biodiversité dans les paysages ruraux et urbains ;
- En gérant la biodiversité et le commerce pour minimiser l'émergence et la propagation des maladies ;
- En utilisant des solutions appropriées fondées sur la nature, aux niveaux local et régional, pour restaurer la biodiversité tout en renforçant la résilience au changement climatique et en contribuant à la réalisation d'objectifs climatiques à émissions nettes nulles ;

- En établissant la traçabilité dans les chaînes d'approvisionnement, ainsi qu'une transparence explicite concernant les impacts de la production et de la consommation sur la biodiversité, afin d'influencer les décisions d'achat des particuliers et des entreprises, et
- En soutenant l'évolution des modes de vie vers des empreintes environnementales plus faibles, notamment en encourageant le passage à des régimes alimentaires à base de plantes.

RECOMMANDATION 3

Les nations du G7 doivent soutenir le développement d'un réseau mondial de surveillance afin de renforcer la réalisation des objectifs de biodiversité par les pays, de contribuer aux évaluations régionales et mondiales et de soutenir la planification de la conservation, par exemple :

- En renforçant les capacités humaines et techniques pour surveiller la biodiversité dans les régions qui ne disposent pas actuellement des ressources nécessaires pour suivre son évolution avec la résolution requise ;
- En mettant en place un système mondial de connaissances et d'informations pour soutenir la production et le partage de données ouvertes, et pour aider à la détection et à la prévision rapides des tendances afin de soutenir la politique de conservation ; et
- En faisant appel aux technologies de surveillance de la biodiversité au sol, dans les airs et dans l'espace.

En travaillant ensemble, les pays du G7 peuvent contribuer à stopper et à inverser le déclin de la biodiversité afin de garantir une planète prospère adaptée aux générations futures.



Jeremy McNeil
The Royal Society
of Canada



INSTITUT DE FRANCE
Académie des sciences

Patrick Flandrin
Académie des Sciences,
France



Leopoldina
Nationale Akademie
der Wissenschaften

Gerald Haug
German National Academy
of Sciences Leopoldina



ACCADEMIA NAZIONALE DEI LINCEI

Giorgio Parisi
Accademia Nazionale
dei Lincei, Italy



KAJITA Takaaki
Science Council of Japan

THE
ROYAL
SOCIETY

Adrian Smith
The Royal Society,
United Kingdom



NATIONAL ACADEMY
OF SCIENCES

Marcia McNutt
National Academy of Sciences,
United States of America

Références

1. Díaz et al. 2018, Assessing nature's contributions to people, Science. 19 January 2018.
2. Dasgupta, P, The Economics of Biodiversity: The Dasgupta Review. 2021.
3. Secretariat of the Convention on Biological Diversity, Global Biodiversity Outlook 5.
4. IPBES definition: "A fundamental, system-wide reorganization across technological, economic and social factors, including paradigms, goals and values".
5. Dasgupta Review
6. IPBES: Global assessment report on biodiversity and ecosystem services of the Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services. 2019.
7. *Ibid.*
8. <https://royalsociety.org/topics-policy/projects/biodiversity/preserving-global-biodiversity-agricultural-improvements/>
9. [https://royalsociety.org/topics-policy/projects/biodiversity/consumption-patterns-and-biodiversity.](https://royalsociety.org/topics-policy/projects/biodiversity/consumption-patterns-and-biodiversity/)
10. <https://geobon.org>